



Le scénario « catastrophe »

Vendredi 13 novembre 2015 – N°99



par *Hubert Tassin – Président des P.P.*

Nous en avons maintenant l'habitude. A l'occasion de chaque campagne électorale, de nouvelles listes surgissent avec le même scénario : les courses vont très mal, le modèle est calamiteux mais, fort heureusement, nous aurons des solutions miracles...

Consulter, auditer puis proposer...

Il n'y a bien sûr aucun doute sur les difficultés que traversent nombre d'acteurs des courses. Les éleveurs et les entraîneurs ont moins de clients, les propriétaires ont réduit leurs effectifs ou abandonné ce loisir. La crise, amplifiée par la hausse de la TVA, les coûts incompressibles de la main d'œuvre dans les frais d'entraînement, frappe évidemment de plein fouet beaucoup d'entre nous. Et quelles que soient les incantations des candidats aux élections du Galop, il ne faut pas être grand clerc pour imaginer que la pression fiscale de notre pays ne baissera pas rapidement et dans des proportions importantes, notamment pour les classes moyennes et supérieures.

L'horizon reste incertain à court terme sur le marché des jeux en France. La reprise économique ne produira sans doute pas d'effets directs sur le marché des paris avant 2017, et le plan PMU 2020, auquel on doit croire pour bâtir l'avenir, ne prévoit pas un vrai rebond du résultat avant 2018.

Les causes de la crise sont ainsi assez clairement identifiées. Je pense que le timing proposé par certains candidats n'est pas juste. Il n'est plus temps de faire un audit qui servira de base à une réflexion sur les solutions, puis à une concertation pour arrêter une voie d'actions. Il est temps d'agir, vite.

Les fameux cent jours

Il faut prendre les mesures difficiles dans les 100 premiers jours, sinon... La formule a le mérite d'être claire et maintes fois vérifiée. L'équipe qui sera mise en place le 15 décembre ne devra pas perdre de temps. Il faudra évidemment partager un diagnostic et arrêter des solutions. Mais le temps sera compté. Le temps de la réflexion se situe en amont. Celui des propositions aussi. C'est ce que nos candidats regroupés au sein de l'Union pour le Galop Français avec les PP, les AQPS et les Permis d'Entraîner font à travers cette campagne électorale. C'est ce que nous avons fait à travers nos *Grain de Sel* depuis plus de deux ans.

C'est immédiatement qu'il faut une remise à plat complète de nos rapports avec l'Etat. Les discussions sont permanentes et, d'ailleurs engagées précisément, puisque les présidents du Trot et du Galop ont conjointement déposé un dossier complet d'analyse de la situation concluant sur des propositions pour assurer le rééquilibrage de la situation économique de la filière. Cependant, ces propositions, saines et concrètes, ne pourront sans doute pas être mises en œuvre suffisamment rapidement pour qu'on puisse espérer un retournement de tendance visible en 2016. Pour le



seul Galop, le déficit de 50 millions pour 2017 se prolongera (atténué) donc en 2016 et, si on ne fait rien, en 2017.

Chacun comprend les termes de l'équation : une réduction des investissements - et les allocations sont le premier des investissements - serait la conséquence du dérapage budgétaire dangereux qui se profile. Il faut donc absolument dégager des marges de manœuvre qui passeront par un plan d'économie large et ambitieux.

Un réel plan d'économie ne pourra se mettre en œuvre de manière efficace s'il n'est pas commun avec le Trot et le PMU. Je l'ai dit souvent, beaucoup de fonctions peuvent être regroupées. Fusionner des services est une démarche difficile, culturellement, socialement. Je l'ai moi-même vécu dans ma vie professionnelle. C'est pourquoi il faut s'y prendre vite.

Ce plan d'économies ambitieux, qui devra être complété par une négociation *gagnant-gagnant* avec les ministres de tutelle - et principalement celui du Budget - n'est pas une fin en soi. Le repli n'est pas à l'ordre du jour dans notre programme. Ma constatation est simple : toutes les marges de manœuvre ainsi dégagées doivent être mises à la disposition d'investissements rentables, pour l'essentiel l'accélération du plan d'investissement du PMU. C'est, au-delà de tout autre investissement, en dehors des allocations, le plus directement et le plus immédiatement rentable.

Et face à l'offensive très ouvertement ambitieuse de la Française des Jeux, nous n'avons pas le choix.

Dans le cadre de notre modèle français, solide et protecteur

Ceux qui se découvrent à la veille des élections des profils d'hommes providentiels proposent de vastes réformes de structures. L'urgence est ailleurs. Le management doit se concentrer sur le plan d'économie et de développement du chiffre d'affaire dans le seul but de défendre nos allocations dans un premier temps, de les développer ensuite. Le reste est accessoire.

Notre modèle n'est pas en cause. Que nos pseudo-révolutionnaires regardent les modèles allemands, espagnols, belges ou italiens avant de vouloir bouleverser notre organisation. Associatif, coopératif et mutuel, il est exemplaire. Que les futurs sauveurs de l'Institution comparent nos allocations et celles des autres pays. Que les candidats concernés par le commerce des saillies et des ventes de yearlings admettent aussi que notre système ne fait pas d'eux des victimes sur ces marchés internationaux. Non, l'herbe n'est pas toujours plus verte ailleurs.

La réforme de notre mode de fonctionnement est impérative mais on ne doit la faire que dans le respect des grands équilibres entre les régions, les catégories de chevaux, les hippodromes urbains et ruraux, le plat et l'obstacle, et qui tous font notre force.

Il n'y a pas de base sans sommet et pas plus de sommet sans base. Prenons garde... A casser les équilibres, on finirait par tomber.

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr